

L'Humanité



Rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 365

samedi 8 novembre 1975

SANTÉ DU PEUPLE ET SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Mercredi un «scandale» était porté sur la place publique : celui de la mort d'un enfant de cinq ans, mort faute de soins, mort parce qu'aucun hôpital ne l'avait «accueilli».

Et pourtant ce n'est pas un scandale. Car un scandale c'est l'exception, quelque chose qui bouleverse et viole le fonctionnement «normal» de la société. Or rien n'est plus quotidien, banal, dans cette société, que le mépris des classes dirigeantes pour la santé des masses populaires.

Le «scandale» de la «santé» en France aujourd'hui, c'est comme le «scandale» de l'exploitation des ouvriers, le scandale du chômage, des licenciements, c'est la violence journalière des capitalistes à la recherche du profit maximum contre les intérêts fondamentaux du peuple travailleur. **Un exemple :**

Le 5 novembre la clinique chirurgicale et obstétricale de Choisy-le-Roi a été définitivement reconnue responsable des troubles graves «mentaux et moteurs» dont est atteint un enfant qui y est né voici douze ans. Pour être «juste» la justice a fait verser 45 000 F de dommages et intérêts aux parents et en même temps elle a démontré de façon cynique qu'en système capitaliste la vie humaine est une valeur marchande.

Qu'on se pose la question pourquoi y a-t-il si peu d'hôpitaux en France, pourquoi si peu dans les régions rurales, pourquoi si peu d'hôpitaux qualifiés, pourquoi chiffre-t-on par dizaines de milliers les lits manquants, pourquoi si peu d'infirmières, celles-ci étant d'ailleurs débordées, mal-payées et soumises à un travail épuisant. Et pourquoi à côté de cela voit-on certains «grands patrons» exploiter au sein même des hôpitaux leur secteur privé, pourquoi voit-on des sommes considérables englouties dans des dépenses de prestiges : le luxe pour quelques grands hôpitaux essentiellement parisiens et la misère pour le plus grand nombre ?

Toutes ces questions il faut les poser car si les ouvriers victimes d'accidents du travail sont traités comme des chiens, si les accouchements sont dangereux, si pour les personnes âgées l'hôpital est souvent l'antichambre de la mort, c'est bien parce que le profit passe avant la santé du peuple.

C'est tellement vrai que dans un immense pays, peuplé de plusieurs centaines de millions de personnes comme la Chine, les choses sont radicalement différentes. Les experts médicaux français qui ont visité ce grand pays socialiste ont dû eux-mêmes reconnaître la supériorité de son système de santé.

Alors les conclusions sont faciles à tirer ! Seule la révolution socialiste établissant la dictature prolétarienne contre les exploités peut permettre que la santé du peuple ne soit pas une formule creuse.

SAHARA OCCIDENTAL

A L'ONU

La Chine appelle à la raison

Le 6 novembre la «marche verte» déclenchée par le roi du Maroc pour occuper le Sahara occidental, contre l'avis de l'ONU et de l'Algérie, a pénétré d'une dizaine de kilomètres en territoire sahraoui. Si la marche devait se poursuivre aujourd'hui elle se transformerait en marche sanglante : les troupes espagnoles ayant reçu l'ordre d'arrêter l'invasion. Aussi la nuit de jeudi à vendredi a-t-elle été fiévreuse tant à l'ONU, qu'à Madrid, Rabat et Alger.

A l'ONU, le Conseil de sécurité a adopté une résolution demandant au Maroc de retirer les participants à la «marche» tandis que le gouvernement espagnol affolé de la bombe qu'il tient entre les mains demandait le transfert urgent de sa souveraineté sur le Sahara occidental au profit de l'ONU. Enfin à Alger, le Conseil des ministres algérien, réuni sous la présidence du président Houari Boumediène, a examiné l'évolution de la situation et a envisagé «toutes les éventualités découlant de la décision marocaine d'entamer l'invasion de ce territoire et de la poursuivre en dépit du message du président du Conseil de sécurité de l'ONU».

Enfin le Front POLISARIO représentant le peuple sahraoui a déclaré : « nous défendrons notre pays par tous les moyens ».

Une situation extrêmement dangereuse donc, face à laquelle il est nécessaire de rappeler les recommandations de la République populaire de Chine dont le porte-parole à l'ONU a déclaré : «... nous espérons sincèrement que les pays africains intéressés, de concert avec le peuple du Sahara occidental, tenant compte des intérêts d'ensemble de la lutte solidaire contre le colonialisme et l'impérialisme, régleront de façon raisonnable et par voie de consultation amicale, le problème existant dans cette région pour préserver l'unité et l'amitié entre les pays et les peuples intéressés, et éviter les aggravations et complications éventuelles de la question. En même temps nous estimons nécessaire de maintenir une vigilance particulière et d'empêcher les superpuissances de profiter de l'occasion pour se mêler de l'affaire. »

(Résolution de l'ONU page 8)

Dans ce numéro

LA SUITE DE NOTRE ENQUETE
SUR «LA NOUVELLE
EXTREME-GAUCHE»

Aujourd'hui :

LUTTE OUVRIERE
L'A.J.S., RÉVOLUTION !



Les luttes actuelles et M. Ségué

Chaque jour qui passe, le chômage s'accroît considérablement, certaines régions deviennent de véritables zones sinistrées. Par exemple lorsqu'une industrie est la base économique d'une ville ou d'une région délimitée et que les patrons de cette industrie décident brusquement de mettre la clé sous la porte — comme Boussac en Normandie ou dans les Vosges, ou l'industrie de la chaussure à Fougères.

Les travailleurs, menacés d'asphyxie, n'ont pas d'autre recours, face à la violence capitaliste, que de répondre tous ensemble par une lutte de classe résolue pour mettre à bas le système politique et économique qui les opprime. Aussi la riposte ouvrière et populaire face à la crise devient de plus en plus ferme et résolue : la classe ouvrière n'a rien à perdre que ses chaînes.

LES PAROLES ET LES ACTES

Dans cette situation de crise et de montée des luttes de classe et de masse, les faux amis de la classe ouvrière s'inquiètent. Ségué a tenu mercredi une conférence de presse. Parlant d'une nouvelle phase ascendante de l'action revendicative il a déclaré que «les luttes qui se multiplient sont décidées démocratiquement par les travailleurs qui y prennent part». Cela est vrai... mais dans la seule mesure où cela échappe au

contrôle de la direction révisionniste de la CGT, comme cela a été le cas à Orléans, à Hoover (Dijon), etc., où elles ont été menées démocratiquement jusqu'à la victoire. Alors que lorsqu'elles sont sous le contrôle étroit des révisionnistes, premièrement il n'y a aucune démocratie et deuxièmement elles sont vouées à l'échec comme à Grandin. Et comme la démagogie ne coûte pas cher, Ségué se présente comme un défenseur de la démocratie syndicale et ouvrière et va jusqu'à dire que : «Nous (les responsables CGT) ne ferons rien qui puisse en compromettre le développement, rien qui soit de nature à confisquer, du sommet, l'initiative et la conduite de l'action à nos fédérations et nos syndicats, aux syndiqués et aux travailleurs !» Les travailleurs de chez Chauvin à Ivry, du trust Rhône-Poulenc et bien d'autres, peuvent témoigner que ces belles déclarations sont en totale contradiction avec leurs actes.

MOUVEMENTS CATEGORIELS OU MOUVEMENTS DE MASSE

Ségué parle également d'une perspective de coordination de l'action des secteurs publics et nationalisés. Mais n'est-ce pas pour tenter de récupérer des actions qui leur échappent. Car pourquoi alors, les dirigeants

révisionnistes de la CGT, dans le secteur nationalisé (PTT, EDF, SNCF...), lancent des mouvements catégoriels et morcelés au maximum ? Ils veulent en avoir le contrôle afin de les limiter à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Et précisément l'offensive actuelle leur échappe partiellement, la combativité des travailleurs s'élève chaque jour un peu plus et ils n'hésitent plus à recourir aux formes de luttes déjà éprouvées par le mouvement révolutionnaire : occupations des usines (58 seraient actuellement occupées), piquets de grève, séquestrations, riposte aux flics (comme à Air-France) et aux milices patronales (Desambre, Rhône-Poulenc).

LA PEUR DES MASSES

A partir de mouvements catégoriels très limités, Ségué parle «d'élever les conditions générales de la lutte», or aussitôt après il montre bien qu'il ne veut pas du mouvement de masse, d'un nouveau mai 68 : «Nous ne sommes pas favorables à une centralisation précipitée qui serait prématurée, considérée comme un exutoire ou un baroud d'honneur, stoppant finalement d'en haut l'ascension générale». Comme si les travailleurs attendaient les ordres des dirigeants révisionnistes pour exiger leurs droits ! Ségué veut faire croire que ces grévilles sectorielles ne sont pas parachutées, alors qu'en réalité il n'y a eu aucune discussion

et prise de décision par les travailleurs eux-mêmes (comme d'habitude pour ce genre de choses). En plus, c'est déjà tellement divisé au départ qu'il n'y a aucune chance de liaison possible. La liaison dont parlent les maîtres-chanteurs révisionnistes, ce sont eux-mêmes qui la font pour tenter d'orienter le mouvement vers leurs objectifs politiques antiouvriers, et nullement à partir des aspirations des masses, puisque ces dernières ne peuvent «s'exprimer» que pour entériner une décision !

Les grandes revendications de la base ? Ils les connaissent pertinemment et on a pu voir clairement lors de la grève des PTT il y a un an qu'ils s'en moquent complètement : ce n'est qu'un prétexte à leurs manipulations.

DEUX FACES D'UNE MEME MÉDAILLE

Les travailleurs savent très bien que les propositions de la bourgeoisie ne peuvent être que dérisoires et qu'il leur faut entrer en lutte. Aussi les paroles apparemment virulentes de Ségué, se servant d'un mécontentement réel, ne sont-elles qu'un somnifère visant à freiner le mouvement en cours (que les révisionnistes contrôlent de moins en moins), ils voudraient le cantonner dans le cadre de ce qui est acceptable pour la bourgeoisie, dans le respect et le maintien du système capitaliste. Ce qui ne les empêche pas, parallèlement de mener des actions «dures»... mais coupées des masses. Aujourd'hui ils organisent des actions ultraminoritaires (qu'ils contrôlent bien), chose qu'ils condamnaient hier en les attribuant à «des groupuscules gauchistes», et visent particulièrement les marxistes-léninistes, alors que ceux-ci ont toujours eu pour principe de s'appuyer sur les masses. Ils sont amenés à agir ainsi du fait qu'ils ont de moins en moins d'emprise politique sur les masses et que le mouvement marxiste-léniniste grandit chaque jour.

LA TENDANCE PRINCIPALE EST A LA LUTTE DE CLASSE

Les affrontements de ces derniers jours, entre la bourgeoisie et le prolétariat et ses alliés, montrent que la tendance principale est à la lutte résolue. C'est la lutte classe contre classe que toute la classe ouvrière (syndiqués CFDT, CGT, non syndiqués, membres ou non d'une organisation politique) doit développer, renforcer, en faisant bien la démarcation entre ses amis et ses faux amis, en suivant l'exemple des travailleurs de Hoover, d'Orléans...

AIX EN PROVENCE

Victoire

LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS RESTENT EN CITÉ UNIVERSITAIRE

Le CROUS qui menaçait d'expulsion les étudiants étrangers, a dû céder sur toute la ligne. Il a débloqué un contingent de chambres et a dû loger l'ensemble des étudiants étrangers de la liste établie par les organisations des étudiants étrangers, que soutiennent les organisations révolutionnaires présentes à Aix (HR, cercle Sanchez Bravo des JCMLF, UCF (m-l), PCR (m-l), cercle m-l, organisation communiste révolutionnaire !).

Ces messieurs du CROUS et de l'UNEF comptaient faire porter le chapeau de leur politique de pénurie sur les étudiants étrangers. Cette mesure visait particulièrement les étudiants issus de pays du tiers monde qui luttent aux côtés de leurs peuples contre l'impérialisme et l'hégémonie. En effet nous savons que d'autres étudiants étrangers eux, n'ont aucun problème avec le CROUS, et ne



sont pas à la rue. Il s'agit bien sûr des étudiants fantoches du Vietnam, du Laos et du Cambodge balayés de leurs pays après l'éclatante victoire des peuples indochinois. C'est l'unité des étudiants français et étrangers contre le CROUS et ses agents de l'UNEF qui a

permis de combattre avec succès la politique raciste du CROUS. Cette victoire est celle de l'unité et de la solidarité entre la jeunesse française avec celle du tiers monde. Il était logique que l'UNEF-UE«C» en bon agent du social-impérialisme tente de saboter cette unité.

RHONE-POULENC
A CHALAMPÉQuelques informations
supplémentaires sur
le 3 novembre

Le 3 novembre à 7 heures tout était en place pour l'affrontement entre grévistes et non-grévistes. La poignée de dirigeants CGT de l'usine a directement favorisé ou même suscité la manifestation de la CFT et de la CGC. 150 non-grévistes (cadres et personnel administratif) après avoir découpé le grillage ont réussi à pénétrer à l'intérieur de l'usine. Les dirigeants CGT ont en effet vivement désapprouvé l'occupation de l'usine et les piquets de grève en disant que : «L'affrontement, entre grévistes et non-grévistes, peut donner prétexte à la direction de justifier aux yeux de l'opinion publique des sanctions et des attaques contre les travailleurs». Cela n'est ni plus ni moins un appel à la répression. La direction a d'ailleurs attaqué devant le tribunal la CFDT pour «entrave à la liberté du travail».

Le journal bourgeois, «les dernières nouvelles d'Alsace», a largement diffusé les idées de ces dirigeants traîtres CGT et n'a rien dit sur les idées des travailleurs qui ont fort justement occupé l'usine dans leur lutte contre le monopole Rhône-Poulenc. Les dirigeants CGT se sont résolument rangés du côté de la bourgeoisie fascisante.

La grève continue, suivie à 90 %.

Correspondant H.R.



Echos

SOIRACOMET (METZ)

Le mardi 4 novembre, les ouvriers de l'entreprise Sotracomét, ont occupé la chambre de Commerce et d'Industrie de Metz, bloquant la circulation aux alentours du bâtiment. C'est la juste réponse des travailleurs aux 485 licenciements qui découlent de la mise en règlement judiciaire de l'entreprise.

Au mois de septembre déjà, les ouvriers avaient répondu par plusieurs séries de débrayages, aux menaces qui planaient à cette époque. Aujourd'hui ce ne sont plus des menaces, c'est un fait auquel les travailleurs de l'entreprise ont répondu par la grève avec occupation de l'usine, par plusieurs blocages de la route nationale Metz-Thionville, par plusieurs meetings.

Contrairement à ce que dit le «Républicain lorrain» qui prend ses rêves pour des réalités, Sotracomét ce n'est pas fini, ça commence seulement. Cela les travailleurs l'ont bien fait comprendre par l'occupation de la chambre de Commerce.

Correspondant H.R.

ORLEANS : après deux semaines de grève Victoire des travailleurs d'Orlans

En grève depuis le 17 octobre pour obtenir une augmentation uniforme de 100 F par mois, une 5e semaine de congés payés, le pont du 11 novembre, la journée continue et l'amélioration de leurs conditions de travail (cf. HR No 353 et 357), les ouvriers d'Orlans (produits cosmétiques) reprenaient le travail le 30 octobre. Mais aussitôt les mesures de division et de répression que prenait la direction de cette entreprise orléanaise, contrôlée par le trust américain Morton Norwick, les obligeaient à relancer la lutte. Le 4 novembre, les ouvriers reprenaient le travail : la direction avait cédé sur toutes leurs revendications et les travailleurs avaient obtenu l'annulation des mesures répressives et le paiement des jours de grève.

Au 11e jour de grève, lundi 27 octobre, les grévistes retenaient deux directeurs jusqu'à minuit. Les travailleurs avaient déjà obtenu 70 F d'augmentation à compter du 1er octobre, la 5e semaine de congés et d'autres avantages, mais ils recouraient à cette nouvelle forme de lutte pour obliger la direction à payer les jours de grève. Entre autres le blocage des portes de l'usine, empêchant toute livraison de marchandises, se poursuivait avec l'aide, la nuit, de membres du comité de soutien.

Mardi 28 au matin, des heurts devaient se produire opposant les grévistes aux cadres. Ces derniers qui ne voulaient pas rentrer à pied dans l'usine, prétextant qu'il s'agissait là d'une atteinte à la liberté du travail, avaient entrepris de renverser les voitures des grévistes qui bloquaient les entrées... Vers 10 heures, la direction faisait appel à la police pour disperser les piquets de grève. Conscients que la direction voulait les priver d'un atout important dans la lutte — le blocage des expéditions et des réceptions — les grévistes, aidés par des militants CFDT d'autres entreprises qui avaient été alertés,

ripostaient énergiquement à la brutalité des flics. Mais ils devaient finalement céder sous un matraquage en règle.

L'après-midi, une manifestation était organisée à Orléans-la-Source pour protester contre les violences des flics ordonnées par la bourgeoisie et les représentants de son Etat dans la région. Elle devait conduire environ 400 personnes jusque devant le commissariat de police.

La journée du 29 permettait au comité de grève et à l'ensemble des grévistes de faire le point sur le déroulement de la lutte et de préparer la reprise du travail prévue pour le lendemain.

Jedi 30, la reprise était fixée à 13 heures. Auparavant, au cours d'une assemblée générale, les travailleurs tiraient les premières leçons de leur grève victorieuse — la 2e dans l'usine depuis son ouverture il y a quatre ans. Comme le soulignait *Le cri d'Orlans*, bulletin de la cellule clandestine de l'entreprise du Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.L.F.) : cela avait été «tout d'abord une victoire de faire grève, une victoire de débrayer à 80 personnes

(Orlans en employe 300, principalement des femmes) pendant 13 jours avec la même détermination, en menant une action dure, en restant unis d'un bout à l'autre ; une victoire (aussi) au niveau des revendications ; une victoire (enfin) qu'une majorité de femmes aient participé à la lutte malgré tous leurs problèmes particuliers (enfants, ménage, etc.)»

La même unité, la même démocratie la plus large qui n'avaient pas faibli tout le temps de la grève, allaient à nouveau permettre aux travailleurs de faire face aux mesures de division et de répression prises par la direction. Le lendemain de la reprise, les grévistes apprenaient que la direction accordait aux non grévistes une prime de 150 F, elle entendait ainsi pénaliser ceux qui l'avaient affrontée de face, c'était donc là rien moins qu'une atteinte au droit de grève. Aussitôt les travailleurs, qui venaient de reprendre le travail, se remettaient en grève. Peu après le reste du personnel que la direction avait trompé en racontant que cette prime faisait partie du protocole d'accord signé avec les grévistes, s'engageait à son tour dans la grève. Par ailleurs, la direction avait refusé de payer même à 50 % les jours de grève, les grévistes exigeaient cette fois leur paiement à 100 %.

Devant la détermination des travailleurs, la direction allait céder sur tous ces points. Et mardi 4 novembre, les travailleurs d'Orlans reprenaient le travail, ils avaient arraché la victoire.

Correspondant H.R.

CHAUVIN (Ivry-sur-Seine)

LA CGT DONNE LE FEU VERT AUX LICENCIEMENTS

Depuis plusieurs mois la direction de l'usine Yac-Chauvin (mobilier métallique) licencié : 9 licenciements en mars 1975, 9 autres en juillet.

OTTAWA ÉLECTRONIQUE (SOISSONS)

Les travailleurs sont en lutte depuis quatre mois et demi, et occupent l'usine depuis le 30 septembre, pour l'annulation de la décision de licencier 174 travailleurs.

La fabrication est directement liée aux marchés d'Etat (qui est le premier client) : fiches coaxiales, matériel hyper-fréquence.

Face à cette offensive du patronat la réaction du P.C.F. et de la CGT a été l'inertie totale.

Octobre 1975 : la direction veut licencier 16 ouvriers dont 2 délégués CFDT, car la section CFDT est combattive.

L'analyse du vote au comité d'entreprise révèle que 2 délégués CGT ont voté pour les licenciements. Les travailleurs autour de leur section CFDT dénoncent la trahison évidente des délégués CGT dans un tract intitulé «Qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ?» : «Deux délégués ont voté pour le licenciement, en trahissant la confiance des travailleurs. Ceux-là ont affirmé que chacun vote

selon ce que sa conscience lui dicte. Pour nous, un délégué ne doit avoir qu'une seule conscience, celle de défendre les travailleurs... Il est temps que le personnel exige la vérité et sache qui est pour le patron, qui est pour les travailleurs. Car en votant pour les licenciements de deux délégués, les soi-disant défenseurs de la classe ouvrière ont déjà accepté les 16 licenciements à venir... Nous devons démasquer ceux qui nous tirent dans le dos...»

La section CFDT renforcée auprès des ouvriers reste à l'offensive. Tous ensemble nous ferons échouer la manœuvre de la direction et ses acolytes.

Correspondant H.R.

La nouvelle extrême gauche (4)

LES TROTSKYSTES COMPLICES DE LA FAUSSE GAUCHE

Les sectes trotskystes les plus connues après la Ligue « communiste » sont « Lutte ouvrière », l'« Alliance des jeunes pour le socialisme » et « l'Organisation communiste révolution ! ».

LUTTE OUVRIÈRE : UNE SECTE RELIGIEUSE DONT LA BIBLE EST L'ANTISTALINISME

Issue d'une scission de la IV^e Internationale, dont elle conteste l'existence, « Lutte ouvrière » provient du groupe « Lutte de classes » fondé en 1939.

Après 1945, ce dernier se transforma en « Union communiste internationaliste » et végéta longtemps avant de commencer à publier en 1963 le périodique « Voix ouvrière ».

Organisation dissoute le 12 juin 1968, elle se restructura bientôt sous le sigle de « Lutte ouvrière ».

Son contenu social est nettement différent de celui de la Ligue. Elle compte dans ses rangs des ouvriers et surtout des employés et autres salariés appartenant à la petite-bourgeoisie. Ses efforts d'implantation sont orientés vers les entreprises. Ses succès, relativement modestes, consistent à conquérir la direction des sections syndicales, essentiellement dans la CGT et Force Ouvrière. Mais une fois installés dans leurs nouvelles fonctions, les militants ouvriers de « Lutte Ouvrière » consentent toutes sortes de concessions pour s'y maintenir.

L'exemple le plus réussi de ce genre de « révolutionnaires » n'est autre que celui d'Arlette Laguiller, employée de banque, candidate aux élections présidentielles.

De fait, cette secte trotskyste, en dépit de son attachement à des théories révolutionnaires en paroles, se trouve à la remorque de l'Union de la gauche, pour qui se désistent ses candidats en toutes occasions électorales. Ainsi a-t-elle apporté un actif soutien à la candidature de Mitterrand lors des dernières présidentielles.

Ses positions internationales la place aussi dans l'orbite du social-impérialisme russe.

Un exemple : sous le titre « Helsinki, de la poudre aux yeux », son hebdomadaire du 2 août dernier indiquait tout d'abord : «... si cette conférence parfaitement inefficace symbolise quelque chose, c'est avant tout le caractère limité et factice de l'actuelle détente... » Voilà qui pouvait paraître sérieux ! Mais voyons la suite... « Car, si la paix armée entre les deux blocs prend un aspect plus avenant, elle n'en reste pas moins une paix armée, pouvant rapidement évoluer, sous l'impératif de la crise économique du monde impérialiste, vers une politique ouvertement agressive à l'égard de l'URSS ». Et voici l'Etat « ouvrier dégénéré » ramené au rang de victime éventuelle de son concurrent impérialiste, mais nullement caractérisé en tant qu'impérialiste lui-même.

Hostiles aux mouvements révolutionnaires des peuples en lutte pour leur libération nationale, les trotskystes de « L.O. » n'ont jamais considéré Ho Chi Minh comme un nationaliste chauvin, ont récusé le caractère révolutionnaire du juste combat du peuple algérien, refusent aujourd'hui tout soutien à la juste cause du peuple palesti-

nien. Tout cela dans la plus pure orthodoxie de leur maître à penser... Est-il désormais possible de classer leur groupe dans l'extrême-gauche, il est évident que non. D'ailleurs ses militants s'intègrent systématiquement aux cortèges de l'Union de la gauche, du PCF et surtout de la CGT, quand ils ne sont pas à la remorque de la Ligue.

L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME ORGANISATION ÉTUDIANTE PROCHE DU P.S.

Quand le courant partisan de l'entrisme dans le PCF se groupa derrière Pierre Franck, l'autre dirigeant trotskyste de l'époque, Pierre Lambert, constitua « l'Organisation communiste internationaliste », qui végéta aussi de nombreuses années jusqu'à ce que le révisionnisme moderne lui ait procuré l'occasion d'un nouvel essor (tout relatif d'ailleurs). En 1961, l'OCI créa un « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires », qui se transforma en avril 1968 en « Fédération des étudiants révolutionnaires » éditant le journal « Révolte ».

La dissolution administrative du 12 juin 1968 toucha ces deux formations, mais celle des jeunes reparut sous le sigle de l'AJS, « l'Alliance des jeunes pour le socialisme » qui publia « Jeune révolutionnaire ». Et bientôt ce groupe bénéficia de la clémence du Conseil d'Etat qui lui rendit sa « légalité ». Depuis lors, il s'est exclusivement engagé dans des luttes d'influence au sein des syndicats étudiants, créant sa fraction particulière dans l'UNEF.

Plus proches du Parti socialiste que du PCF, l'AJS semble avoir perdu l'influence relative qu'elle avait en milieu étudiant au lendemain des événements de 1968.

Sur le plan politique, en ce qui concerne la situation au Portugal, elle a adopté une position nettement hostile au parti social-fasciste de Cunhal, dont elle a dénoncé la manipulation du MFA. Et comme en l'occurrence l'AJS a appuyé le Parti socialiste de Soarès, elle s'est attiré une cinglante réplique de « Rouge » qui, dans son numéro du 10 octobre dernier, l'a accusée de révision du trotskysme !

Pas plus que la Ligue ou Lutte Ouvrière, l'AJS n'a rien à voir avec l'extrême-gauche.

« L'ORGANISATION COMMUNISTE RÉVOLUTION ! » UNE LUTTE INSIDIEUSE CONTRE LA PENSÉE DE MAO TSE-TOUNG

Issue d'une scission de la « Ligue communiste », « Révolution ! » n'en recourt pas moins à une analyse trotskyste de l'Histoire mondiale depuis cinquante ans.

Prenant en considération l'influence grandissante des principes défendus par le Parti communiste chinois et l'essor du prestige de la Chine, ce groupe très intellectuel a tenté de se faire passer un temps pour favorable aux positions chinoises.

Mais, depuis quelque temps, « Révolution ! » s'est démasqué.

Après avoir feint de reconnaître le caractère de dictature du prolétariat de la République populaire de Chine, « Révolution ! » a présenté la visite de Teng Hsiao-ping en France comme « un coup grave porté au mouvement révolutionnaire français et aux perspectives de combat du prolétariat français » (cf. son hebdo du 16 mai 1975).

Puis, après avoir rendu quelques vibrants hommages à Che Guevarra, « Révolution ! » a révélé sa véritable nature trotskyste à l'occasion de son III^e Congrès. A l'encontre de ses aînés, la Ligue et L.O., il qualifie l'URSS de « capitalisme d'Etat » ayant une politique internationale « expansionniste ». Mais « ce capitalisme d'Etat en URSS est un sous-produit et un avorton monstrueux... de la contre-révolution stalinienne ». Cette analyse est complétée par la négation du caractère de « clientèle pro-soviétique » des partis révisionnistes occidentaux. Finalement les trotskystes de « Révolution ! », sous prétexte de luttes certes nécessaires contre la bourgeoisie française, ne disent pas un mot contre le Parti « communiste » français, et ménagent les sociaux-fascistes du Portugal et les révisionnistes d'Espagne et d'Italie.

Nous espérons que les militants de la nouvelle GOP (Gauche ouvrière et paysanne issue du PSU), en particulier les ouvriers, ne se laisseront pas abuser par les manœuvres de récupération de ces trotskystes, qui tentent de les détourner insidieusement des justes analyses des partis frères chinois et albanais.

Non « Révolution ! », ce n'est toujours pas l'extrême-gauche !

(à suivre demain : les courants anarchistes et spontanistes)

III^e congrès de l'organisation communiste Révolution



« Révolution ! » No 100 du 27 juin 1975 : bande photographique publiée en tête d'une page présentant des résolutions de son III^e Congrès. Au centre : Trotsky... mais pas Lénine !

URSS-USA :

LA COURSE AUX ARMEMENTS S'ACCELERE ENCORE

A la tribune de l'ONU les porte-paroles des deux superpuissances sont en train de rivaliser d'éloquence pour parler de « la paix » et de « la détente ». Mais, bien loin de se ralentir de ce fait, leur course aux armements s'accélère encore.

Le rapport budgétaire américain pour l'année fiscale 1976 prévoit que 97 milliards seront consacrés aux dépenses militaires. C'est un chiffre record en temps de paix. L'URSS se garde bien de rendre publiques ses dépenses militaires réelles.

Mais, du côté américain, on estime qu'elles sont de 60 % supérieures à celles des USA dans le domaine des forces stratégiques, de 20 % supérieures dans le domaine de la recherche et des forces conventionnelles.

Les deux supergrands ont, ces dernières années, conclu nombre « d'accords » sur la limitation des armes nucléaires, faisant grand tapage autour de leur signature. Le résultat ? En 1962, année précédant la conclusion du traité d'arrêt partiel des essais nucléaires, les USA possédaient 294 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) soit quatre fois plus que l'URSS qui n'en avait que 75. En 1974, au moment de la conclusion de l'accord de principe sur la limitation des armes offensives, l'URSS disposait de 1 575 ICBM, soit 521 de plus que les USA (1 054). Loin de réduire le nombre de vecteurs stratégiques des deux parties cet accord bidon se contente de leur fixer un « plafond » que ni l'URSS ni les USA n'ont encore atteint.

Selon un rapport du département de la Défense US « les Soviétiques ont déjà commencé ce qui sera le déploiement substantiel et réellement sans précédent de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux de grande taille, dans le premier trimestre de cette année. » Ses essais nucléaires souterrains (récemment : trois en douze jours !) se poursuivent à une cadence accélérée. Elle poursuit également la construction de sous-marins de type nouveau et équipés de missiles nucléaires.



Quantitativement déjà en retard, les USA cherchent à maintenir leur supériorité qualitative ; ils développent les ICBM « Minuteman 3 », les missiles sous-marins « Poséidon », les missiles « Cruise » de portée moyenne et longue ainsi que la fabrication des sous-marins « Trident » et des bombardiers stratégiques B 1.

Les forces conventionnelles ne sont pas négligées pour autant. L'URSS, qui est sur le point d'égaliser les USA dans le domaine des armements nucléaires, s'est déjà assurée une supériorité évidente dans le domaine des armes conventionnelles. Les forces armées soviétiques totalisaient, en 1974, plus de 4 millions d'hommes, les USA, 2,17 millions. Le nombre des tanks, des avions et des canons russes est déjà supérieur à celui des Américains.

Les deux supergrands se préoccupent aussi de réajuster leur doctrine stratégique et entreprennent un redéploiement de leurs forces militaires en Europe de l'Ouest. Les troupes soviétiques s'entraînent en vue d'une courte mais intense guerre de grande envergure, avec des opérations-éclairs visant à l'emporter sur les forces armées de l'OTAN.

Ces statistiques et ces faits sont la meilleure illustration du véritable « esprit d'Hel-sinki ».

ONU :

LA CAUSE PALESTINIENNE PROGRESSE

Le débat sur la Palestine commencé à l'ONU suscite la rage en Israël où les éditorialistes de la presse sioniste s'obstinent à nier l'existence de l'OLP et à prétendre que le problème palestinien ne peut être réglé que par « un accord de paix à la Jordanie ». Le représentant jordanien à l'ONU a vivement répliqué, rejetant « la tentative israélienne de confondre la Jordanie avec la Palestine dans le but de nier les droits légitimes des Palestiniens à leur terre en Palestine. La question de Palestine ne pourra être réglée entre Israël et la Jordanie ; la majeure partie du peuple palestinien vit soit sous l'occupation israélienne, sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza, soit en tant que réfugiés dans les pays arabes. »

Intervenant après le porte-parole soviétique qui a osé mentionner à nouveau « la garantie des droits de tous les Etats de la région à une existence et à un développement indépendants », le représentant chinois a dénoncé la conspiration des superpuissances au

Moyen-Orient. Il a souligné que toutes deux « rivalisent d'influence au Moyen-Orient pour continuer à vendre des armes et maintenir leur influence sur l'Europe, qui dépend en large mesure des ressources pétrolières du Moyen-Orient ». Leur objectif est « de continuer à contrôler la tension sans rechercher un règlement ».

Le délégué chinois a affirmé que ni les USA, ni l'URSS ne réussiront jamais à détruire l'unité des pays arabes et autres producteurs de pétrole, « que ce soit par des tactiques d'intimidation ou des offres alléchantes ». Il a enfin dénoncé le flirt ouvert de Moscou avec les sionistes, au moment où ceux-ci se trouvent dans un isolement sans précédent.

Le porte-parole de la délégation de l'OLP a enfin réaffirmé que l'OLP ne participera à aucune conférence sur le Moyen-Orient qui soit fondée, comme l'est la conférence de Genève, sur la Résolution 242 du Conseil de sécurité qui ignore le peuple palestinien.

LIBAN :

L'OLP VIENT EN AIDE A DES JUIFS

Une cinquantaine de femmes et d'enfants juifs bloqués par les récents combats dans une synagogue du quartier de Waly Abou Jamil à Beyrouth ont été secourus par la résistance palestinienne sur intervention personnelle du chef de l'OLP, Yasser Arafat.

Celui-ci avait été informé de la présence dans la synagogue de ce groupe de femmes et d'enfants, pris dans le feu croisé des phalangistes et des miliciens arabes. Il a alors pris contact par téléphone avec les réfugiés qui se sont plaints d'une pénurie d'eau et de nourriture et ont exprimé leur peur de sortir dans la rue. Yasser Arafat a alors donné des instructions pour que des fedayine viennent apporter vivres, eau et vêtements à la synagogue, opération qui fut effectuée en moins d'une heure.

L'OLP a publié à cette occasion un communiqué où elle affirme notamment : « Le mouvement de la résistance a prouvé par des actes concrets sa capacité à bâtir en Palestine un Etat démocratique où juifs, chrétiens et musulmans pourraient coexister. »

USA :

LA CIA EN ACCUSATION

Près de 8 200 particuliers et organisations américains viennent de déposer une plainte contre la CIA pour avoir illégalement surveillé leur courrier et leurs conversations téléphoniques. Par ailleurs, le Sénat américain examine actuellement le dossier des graves accusations portées contre cet organisme d'espionnage américain accusé, en outre, d'avoir complété l'assassinat de plusieurs chefs d'Etat étrangers.

Ces accusations sont si lourdes que Ford lui-même a écrit personnellement à chaque sénateur pour lui demander de voter l'examen à huis clos de ces dossiers. Il a allégué pour cela que leur divulgation « porterait un tort sérieux à l'intérêt national, risque d'être exploité par des nations étrangères et des groupes hostiles aux Etats-Unis, d'une manière visant à infliger le maximum de dommages à la réputation et à la politique étrangère du pays, et « réduirait sérieusement la capacité des USA d'exercer un rôle dirigeant positif dans les affaires mondiales ». Voilà qui en dit long sur le contenu de ces dossiers.

URSS :

DES PILLARDS DES MERS

Selon des statistiques récemment publiées à Londres, la flotte de pêche soviétique est plus importante et plus efficace que toutes celles des autres nations réunies. Elle compte 643 chalutiers de 2 000 tonnes ou plus. Le reste du monde n'en possède que 259 de ce tonnage. Même en tenant compte de la pêche côtière, l'URSS possède plus du tiers du tonnage mondial. Sa domination en matière de bateaux usines pour la conserverie du poisson est encore plus forte : elle exploite 122 des 139 bateaux de ce type existants.

Et pour rentabiliser tout ce formidable matériel, l'URSS n'hésite pas à aller piller les côtes poissonneuses des pays du tiers monde, s'oppose à leurs légitimes revendications d'étendre à 200 milles marins leur zone économique maritime, fait peser une véritable menace sur les stocks de pêche du monde.

Les «renseignements généraux» et la surveillance des journalistes

Le dernier numéro du «Canard enchaîné», sous la plume de Claude Angeli, fait des révélations très intéressantes sur un certain nombre d'enquêtes des renseignements généraux sur des journalistes de la télévision et de la presse écrite.

Les victimes récentes de cet espionnage, deux cadres importants de la télévision régionale de Dijon (FR 3 : Bourgogne-Franche-Comté) et un cadre ayant des responsabilités au service des douanes (huit départements).

Ces recherches très poussées, puisqu'elles vont jusqu'aux renseignements sur toute leur famille, viennent d'être déposées sur le bureau du ministre de l'Intérieur dans un dossier «bulletin de recherches au service des sommières judiciaires».

Un détail qui pourrait surprendre les honnêtes gens, aucune demande d'information judiciaire de la part d'un juge, d'un magistrat n'a été ordonnée et jamais le parquet de Dijon ne connaîtra le contenu de ce dossier.

De quoi s'agit-il précisément ? Une affaire de contre-espionnage ? Non, vous n'y êtes pas du tout. Il s'agit seulement pour l'Etat de disposer de renseignements sur les activités politiques, l'idéologie et le mode de vie des fonctionnaires travaillant pour lui, et donc pouvant être appelés à avoir des responsabilités importantes en cas d'événements régionaux, voire nationaux.

Comme le souligne Claude Angeli, ces enquêtes intéressent sûrement les trois directeurs centraux de la troisième chaîne de télévision, au moment où comme par hasard, FR 3 prépare pour le 5 janvier prochain le lancement des émissions régionales.

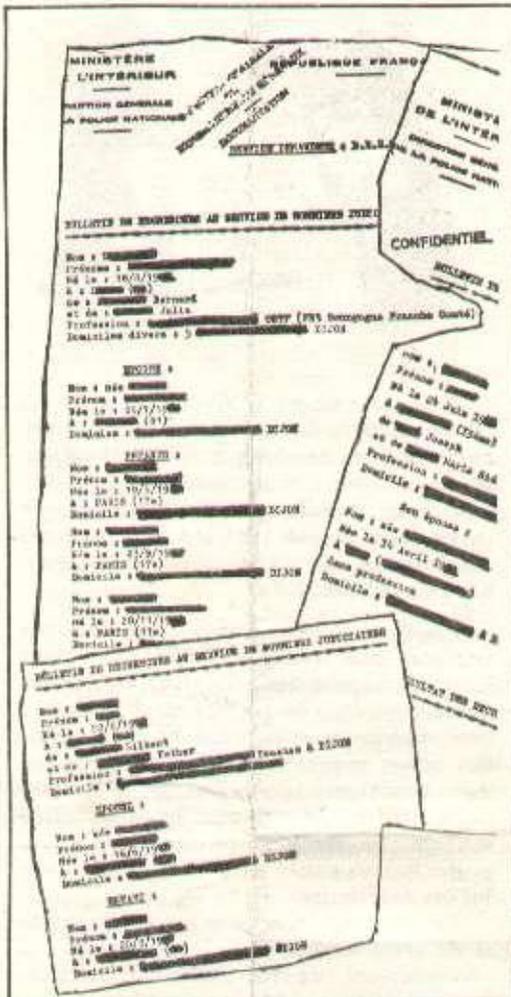
D'après ces révélations, il apparaît sûrement que les vingt et une autres régions de FR 3 auront été également épluché par nos bons «RG».

A l'appui de ces faits vient s'ajouter celui d'une perquisition clandestine des mêmes services de Poniatowski, à l'appartement d'un journaliste parisien, Patrick Pesnot, domicilié à Louveciennes dans les Yvelines.

Le hasard fait bien les choses, ce journaliste travaillait avec un de ses confrères Philippe Alfonsi, sur une enquête à propos du «recueil politique et culturel de la Corse».

Malheureusement pour nos «RG», le journaliste avait pris ses précautions, en ne laissant pas traîner le moindre document chez lui.

Les flics-cambrioleurs ont dû repartir bredouilles sans même emmener un petit



objet de valeur pour déguiser leur perquisition — cela d'ailleurs fit naître l'étonnement des gendarmes de la Celle Saint-Cloud venus enquêter sur place sur l'honnêteté de ces cambrioleurs.

Une chose est claire, depuis le scandale des micros du Canard, le remplaçant de Marcellin s'il a changé les méthodes, n'en continue pas moins pour autant le travail d'accumulation des renseignements visant à préparer de grands coups de filet si la situation de leur point de vue l'exigeait.

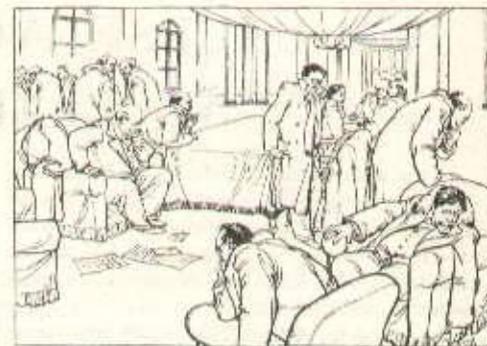
Quatre PDG renvoyés en correctionnelle pour une explosion entraînant la mort de quatre ouvriers

Après l'affaire Charette, et les pressions de l'appareil d'Etat bourgeois pour relâcher le PDG-assassin d'un ouvrier, on se demande après le renvoi en correctionnelle de quatre PDG responsables de la mort de quatre ouvriers des tuileries «Trois Matilde» à Marseille, si le nouveau procès ne risque pas d'être à l'image de cette première affaire.

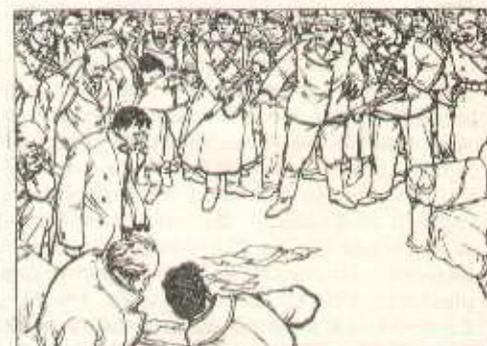
En effet, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a décidé, mercredi, de renvoyer devant le tribunal de grande instance de Marseille, sous l'inculpation d'homicides involontaires, deux PDG et deux directeurs d'usine, à la suite d'une explosion qui, en 1970, fit quatre morts.

Il s'agit de MM. Xavier De Roux et Michel Lesieur, respectivement PDG d'Unipol et Lesieur sociétés qui ont assuré successivement la gestion de l'usine, de M. Jacques Saurel, directeur d'usine aux «Trois Mathilde» et de M. Jean Lasney, occupant la même fonction à la société Lesieur.

L'instruction ouverte après l'accident aboutit tout d'abord à un non-lieu, mais les familles des victimes, parties civiles, firent appel. L'enquête reprit avec le concours de trois experts qui, dans leurs conclusions, estimèrent que la responsabilité de la direction était engagée, les cadences étant, selon eux, trop intensives dans l'usine, et les mesures de sécurité insuffisantes.



115) Le chef du gouvernement provisoire Kérénski s'est déjà sauvé dans une voiture de l'ambassade américaine. A ce moment, les «seigneurs-ministres» savent que dans cette situation ils ne peuvent qu'être éliminés et vont se cacher dans les profondeurs du Palais d'hiver, l'air abattu dans un désordre complet.



116) Les ouvriers, les marins, les soldats révolutionnaires ont franchi la porte de cet endroit caché et entourent les «seigneurs-ministres» de la bourgeoisie. Matvéev leur dit : «Messieurs du gouvernement provisoire, vos fonctions sont terminées, à partir de maintenant et pour toujours.» Il déclare au nom du Comité militaire révolutionnaire : «Je vous arrête tous.»



117) A Pétrograd, la révolution armée a triomphé. Au cours de la révolution, Lénine, Staline et les autres membres du Comité central ont conduit ensemble la révolution, organisé les forces révolutionnaires et appliqué les règles urgentes du pouvoir des Soviets. Lénine dresse le célèbre décret «sur la paix» et «sur la terre», et continue la lutte afin de consolider le pouvoir de la dictature du prolétariat.



118) Le deuxième congrès de tous les membres des Soviets a lieu à l'institut Smolny. Quand Lénine, Staline et les autres camarades partent du bureau du Comité militaire révolutionnaire pour aller assister à une réunion, la foule les acclame et crie sans cesse des «Hourrah !»

(A SUIVRE)

VICTOIRE A SANCAR !



La détermination et l'union des grévistes de Sancar (Paris 20ème), a payé : le patron a dû céder sur les revendications (voir H.R. No 362). Sur notre photo, la conférence de presse de jeudi dernier (photo H.R.).



Lundi matin, les CRS ont été envoyés contre les grévistes d'Air-France qui occupaient des ateliers et des bâtiments administratifs à Orly (AFP).



Révoltés par cette agression, les grévistes sont allés manifester leur colère et leur détermination sur la RN 7 (AFP).



Maroc : des soldats marocains fouettent les marcheurs dirigés vers le Sahara. Voilà qui montre sous son vrai jour le caractère «populaire» de la marche des «volontaires» d'Hassan II.



Le régime franquiste, lui non plus, n'est pas prêt à reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Son armée effectue des préparatifs fébriles pour être en mesure de préserver ses intérêts colonialistes au Sahara (AFP).

DANS LE FINISTÈRE : CHALUTIERS RUSSES CONTRE PÊCHEURS BRETONS

Si l'on vous disait que les chalutiers soviétiques viennent pêcher au large de la Bretagne, que, par-dessus le marché, ils le font dans les eaux territoriales françaises et qu'ils détruisent les installations des pêcheurs bretons, peut-être hausseriez-vous les épaules en disant : « L'Union soviétique, c'est bien loin, qu'est-ce que vous voulez que ses chalutiers viennent faire au large de la Bretagne ? »

Eh bien pourtant, sachez que deux patrons pêcheurs de Guilvinec (Finistère Sud) viennent de porter plainte et ont alerté l'administrateur du quartier maritime, jeudi après-midi, à la suite des dommages causés à leurs casiers par des chalutiers soviétiques, au large des îles de Sein et d'Ouessant. Ces chalutiers pêchaient dans les eaux territoriales françaises et ont délibérément causé des dégâts aux casiers en ne respectant pas les balises qui avaient été mises en place. Ces chalutiers appartiennent à une flottille russe qui mouille près des eaux territoriales depuis une semaine.

Ce fait n'est pas exceptionnel et depuis plusieurs mois la colère monte parmi les marins bretons contre les flottes russes qui viennent piller les ressources maritimes de la région. La flotte de pêche de cette superpuissance impérialiste qu'est l'URSS est aujourd'hui plus puissante que celle de toutes les autres nations réunies, et se livre au pillage des stocks de pêche du monde.

Les agissements de la flotte russe ont amené récemment la fédération des chalutiers

britanniques à déclarer : « Plus la flotte de pêche soviétique est importante, plus grande est sa part du produit de la pêche et ce qui reste pour le reste du monde devient de plus en plus faible. » Cela provoque la ruine de nombreux marins pêcheurs et met en cause l'approvisionnement en poissons de nombreux pays. C'est là typique du pillage impérialiste.

Ce comportement se vérifie dans toutes les parties du monde. C'est ainsi qu'un bateau de pêche japonais, le « Chitose Maru », et les trois membres de son équipage ont été arraisonnés par les Soviétiques au large de Nemuro, à la pointe orientale d'Hokkaido. C'est le 24e bateau de pêche japonais arraisonné depuis le début de l'année dans cette région de pêche du Japon.

L'expansion de la flotte de pêche russe est indissociable de celle de la flotte de guerre. D'ailleurs les chalutiers russes sont souvent équipés de façon à pouvoir se livrer à l'espionnage des côtes des pays au large desquels ils se trouvent. Rappelons qu'il y a quelque temps des chalutiers, accompagnés de navires de guerre équipés pour le débarquement, avaient été signalés dans la Manche en train d'effectuer des manœuvres.

Tout ceci témoigne du caractère nécessaire et légitime de la lutte pour l'extension des eaux territoriales à 200 milles marins. Cette mesure, qui est d'abord une revendication des pays du tiers monde, s'impose également pour tous les pays menacés par les flottes des 2 superpuissances, et avant tout par celle du social-impérialisme russe.

SAHARA OCCIDENTAL :

TEXTE DE LA RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.

Voici le texte de la résolution adoptée jeudi soir par le Conseil de sécurité sur le Sahara occidental :

« Le Conseil de sécurité, notant avec une profonde inquiétude que la situation concernant le Sahara occidental s'est sérieusement aggravée,

notant avec regret que, en dépit des résolutions 377 du 22 octobre et 379 du 2 novembre 1975, et de l'appel adressé par le président du Conseil, sur autorisation de ce dernier, au roi du Maroc lui demandant d'urgence de mettre immédiatement fin à la marche déclarée sur le Sahara occidental, cette marche a été effectivement engagée,

agissant sur la base des résolutions mentionnées ci-dessus,

- » 1) déplore la tenue de la marche,
- » 2) demande au Maroc de faire retirer immédiatement les participants à la marche du territoire du Sahara occidental,
- » 3) demande au Maroc et à toutes les autres parties concernées et intéressées de coopérer pleinement avec le secrétaire général dans la réalisation du mandat qui lui a été confié dans les résolutions 377 et 379 du Conseil de sécurité sans préjuger de toute mesure que l'Assemblée générale pourrait décider dans le cadre de sa résolution 3292 (XXIX), et de toutes les négociations que les parties concernées et intéressées pourraient entreprendre conformément à l'article 33 de la Charte. »

ANGOLA :

UN ACCORD SERAIT INTERVENU...

Selon le communiqué diffusé jeudi par la radio ougandaise Radio-Kampala, un accord de principe aurait été conclu entre les trois mouvements de libération : les représentants des trois mouvements de libération de l'Angola (le MPLA, le FNLA et l'UNITA) sont tombés d'accord sur le principe de la constitution d'un gouvernement provisoire d'unité nationale, au cours d'une réunion présidée par le président ougandais Idi Amin à Kampala.

Radio-Kampala précise que la réunion a duré plus de 24 heures et que les représentants des trois mouvements de libération sont parvenus à un accord à partir des propositions avancées par les membres du bureau du 12e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont la réunion a pris fin à Kampala mercredi peu après minuit.

Peu avant la fin de la réunion du bureau de l'OUA, les délégations du Soudan et du Mozambique s'étaient jointes au président de l'organisation, le maréchal Amin, pour appeler les trois mouvements angolais de libération à reconsidérer sérieusement leurs positions sur la situation dans le pays.

D'autre part, après le bruit lancé par la presse occidentale selon laquelle la République populaire du Congo serait intervenue contre le FNLA dans l'enclave de Cabinda, l'ambassade de la République populaire du Congo en Belgique dément formellement ces informations. Elle dément également qu'un navire de guerre congolais transportant du matériel militaire destiné au MPLA ait été arraisonné au large des côtes angolaises par les troupes du FNLA.

Rhône-Poulenc à Chalampé : LES OUVRIERS ONT GAGNÉ

Après 22 jours de grève contre le chômage partiel, les ouvriers de Rhône-Poulenc à Chalampé ont gagné. La direction a dû en effet renoncer à l'application du chômage partiel, annuler les sanctions qui avaient été prises contre des travailleurs et concéder une augmentation de salaires. Cette victoire est le résultat d'une lutte acharnée des ouvriers de l'entreprise contre la direction du trust Rhône-Poulenc, qui n'a reculé devant aucun moyen pour essayer d'imposer le chômage partiel : sanctions, agressions de commandos fascistes. C'est aussi le résultat d'une lutte contre les coups bas portés par les dirigeants CGT qui, il y a quelques jours encore, dénonçaient les piquets de grève mis en place par les ouvriers. En assemblée générale, ces derniers avaient décidé la poursuite de la grève et le maintien des piquets.

La victoire des ouvriers de Chalampé sera sans nul doute un encouragement pour tous les travailleurs du trust Rhône-Poulenc en lutte contre les licenciements et le chômage partiel.

GREVE GÉNÉRALE EN CORSE LE 21 NOVEMBRE.

Différentes associations et syndicats réunis à Corte ont décidé l'organisation d'une journée d'action en Corse le 21 novembre pour exiger notamment la libération d'Edmond Simeoni et des autres emprisonnés corses. Un appel à la grève générale sera lancé et un rassemblement aura lieu à Aleria. La journée sera destinée à mettre en lumière la vérité sur les responsabilités gouvernementales dans les événements d'Aleria, ainsi que sur le scandale du vin en Corse.

TROYES :

UN JEUNE DE 19 ANS TUÉ PAR UN POLICIER

C'est d'une balle dans le dos qu'un policier a tué Bernard Chamberland, un jeune de 19 ans, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Il avait paraît-il volé une voiture avec un de ses camarades. Une patrouille de police les prenait en chasse et leur coupait la route. Bernard Chamberland abandonnait alors la voiture et partait en courant. C'est alors qu'un flic fit feu et l'abattit. Dans cette société, une voiture vaut plus cher que la vie d'un jeune.

Quant au meurtrier, on parlera sans doute de « légitime défense » pour le blanchir. « Légitime défense » contre un jeune, les mains nues, le dos tourné...

ESPAGNE : ARRESTATIONS D'ÉTUDIANTS

Quelques cinquante étudiants de l'Université de Madrid ont été arrêtés mercredi par la police qui est entrée dans les locaux de la Faculté de Sciences où se tenait une assemblée non autorisée.

Les étudiants ont été transférés à la direction générale de la sécurité (la Gestapo espagnole) pour être interrogés.

D'autre part, la police fasciste est intervenue dans deux écoles techniques supérieures pour faire évacuer des groupes d'étudiants qui tentaient d'organiser des réunions de protestation contre les récentes arrestations de plusieurs de leurs camarades.

RECTIFICATIF

Les photographies de la page 4 sont incompréhensibles si l'on ne précise pas que le journal « Révolution ! » a écrit sous ces photographies : « Entre l'internationalisme révolutionnaire du Komintern et l'expansionnisme soviétique : la contre-révolution stalinienne. »